Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Relations France-AL/Caraïbes (France) > **5 mois après le séisme, à l'écoute de la colère et du désarroi des (...)**

Communiqué

5 mois après le séisme, à l'écoute de la colère et du désarroi des Haïtiens de France !

samedi 29 mai 2010, par [PAFHA](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mai 2010).

L'émotion est retombée, Haïti ne fait plus la « une », et les promesses d'aide et d'accueil paraissent oubliées.

Le 3 juin, à l'Assemblée nationale, de nombreuses familles viendront témoigner des angoisses et parfois des drames humains dans lesquels les plonge le double langage des autorités françaises.

Les témoignages de France sur les pratiques des préfectures et des ministères auront, en écho grâce au duplex, ceux d'Haïtiens d'Haïti sur les pratiques consulaires.

Les Haïtiens constatent que :

- les guichets « urgence-Haïti » ont rapidement fermé là où ils avaient été ouverts ;
- les critères du regroupement familial n'ont été assouplis qu'en paroles ;
- le consulat de France en Haïti et les administrations françaises maintiennent des exigences irréalistes en matière de production de documents d'état-civil ;
- les préfectures continuent à signer des obligations de quitter le territoire ou des arrêtés de reconduite à la frontière ce qui signifie que la « suspension » des éloignements des Haïtiens n'est que provisoire. Certaines ont refusé l'entrée en France puis réacheminé vers Port-au-Prince des Haïtiens.

Pour le ministre de l'immigration, pour les administrations formées à la logique restrictive du chiffre et du cas par cas, les Haïtiens n'ont pas cessé de relever de « l'immigration subie » !

Pourtant, face à la situation catastrophique issue du séisme en Haïti, la France a le devoir d'apporter une assistance exceptionnelle. Cette assistance comporte l'aide matérielle à la survie et à la reconstruction du pays. Elle comporte aussi une aide aux personnes qui implique le droit de quitter Haïti et d'être accueilli à l'étranger quand l'exil représente la solution la plus adaptée. Pour les Haïtiens qui résident déjà à l'étranger, elle comporte un droit durable à être protégés contre l'expulsion et à vivre dans des conditions respectueuses de la dignité humaine, c'est-à-dire dans une situation légale.

CONFÉRENCE DE PRESSE

**Jeudi 3 juin 2010, de 15 h à 17 h, à l'Assemblée Nationale, 5^e bureau
126 rue de l'Université, 75 007 Paris**

A l'appel de la Plateforme des Associations Franco-Haïtiennes (PAFHA)

Avec le soutien de :

Anacaona

Collectif Haïti de France (CHF)

Collectif Migrants Outre-Mer > ADDE, CCFD, La Cimade, CHF, Comede, Gisti, Elena, LDH,

Médecins du monde, Mrap, Secours Catholique / Caritas France

Réseau Education Sans Frontières (RESF)

Contacts presse :

Romel LOUIS-JACQUES (PAFHA) 06 18 00 490 11 ; contact pafha.fr

Véronique SAINT PAUL (Anacaona) 06 50 29 01 59 ; vero.sntpaul orange.fr

28 mai 2010

P.-S.

* <http://www.migrantsoutremer.org/5-mois-apres-le-seisme-a-l-ecoute>